



► Note d'information de l'OIT

Date: 11 mai 2022

► Effets de la crise en Ukraine sur le monde du travail: premières évaluations

Points clés

- **Pertes d'emploi massives en Ukraine:** les bouleversements économiques, couplés à des déplacements internes de grande ampleur et à des flux massifs de réfugiés, engendrent des pertes colossales en termes d'emploi et de revenu. Compte tenu du conflit qui fait rage actuellement en Ukraine, l'OIT estime à **4,8 millions (30 pour cent) le nombre de pertes d'emplois par rapport à la situation d'avant-conflit**. Dans l'hypothèse où les hostilités cesseraient immédiatement, il pourrait y avoir une reprise rapide de l'emploi, avec le rétablissement de 3,4 millions d'emplois, ce qui ramènerait le taux de pertes d'emploi à 8,9 pour cent. A contrario, si l'escalade militaire se poursuivait, le nombre de pertes d'emplois pourraient s'accroître encore, pour atteindre 7 millions, ou 43,5 pour cent. La crise a en outre eu des répercussions majeures sur le système de protection sociale ukrainien en termes à la fois d'accroissement des dépenses et de baisse des revenus.
- **Refugiés en âge de travailler:** on estime à 5,23 millions le nombre de réfugiés et de personnes déplacées de force qui ont quitté l'Ukraine pour les pays voisins. L'OIT estime qu'environ 1,2 million de réfugiés étaient actifs avant l'agression. Les deux tiers d'entre eux ont un niveau d'études élevé (supérieur) et 49 pour cent occupaient un emploi hautement qualifié. La population réfugiée se compose pour la plupart de femmes et d'enfants.
- **Pays voisins:** la poursuite des hostilités en Ukraine obligerait les réfugiés à rester plus longtemps en exil, ce qui mettrait à rude épreuve le marché du travail et les systèmes de protection sociale des pays voisins. Si les mesures qui s'imposent ne sont pas prises, le taux de chômage global dans nombre de ces pays montera en flèche.
- **Asie centrale:** la dégradation de l'économie russe pourrait obliger les travailleurs migrants à rentrer dans leur pays d'origine, en particulier dans les pays d'Asie centrale (par exemple, le Kirghizistan et le Tadjikistan), ce qui entraînerait une diminution considérable des envois de fonds et l'aggravation des problèmes liés à l'emploi.
- **Répercussions au niveau mondial:** la hausse des cours des produits alimentaires et du prix de l'énergie, précipitée par la crise en Ukraine, menace la reprise de l'emploi au niveau mondial, en particulier dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, qui ne sont pas encore parvenus à pleinement se remettre de la pandémie. L'incertitude accrue et le durcissement de la politique budgétaire dans les économies avancées peut avoir des effets néfastes sur les flux financiers en direction des pays en développement, qui sont déjà fragilisés par le taux élevé d'endettement et une marge de manœuvre budgétaire limitée.
- **Domaines appelant une intervention immédiate:** tandis que la solidarité internationale s'attache à atténuer la crise humanitaire en Ukraine et au-delà, il conviendra de mettre en place des plans de reconstruction et de relance à moyen-terme qui se concentreront sur l'aide à l'emploi et à la protection sociale de la population d'Ukraine et des pays voisins, tel que préconisé par la recommandation (n° 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017 de l'OIT et les Principes directeurs de l'OIT sur l'accès au marché du travail des réfugiés et autres personnes déplacées de force.

La présente note livre une première évaluation des effets de la crise en Ukraine sur le monde du travail en Ukraine, dans les pays voisins et ailleurs. Elle présente d'abord les grandes lignes de l'actuelle crise humanitaire et économique, puis les effets de cette crise sur l'emploi, les revenus et les moyens de subsistance, en mettant l'accent

sur l'Ukraine et sur les réfugiés dans les pays voisins ainsi que sur les travailleurs migrants originaires d'Asie centrale. Elle donne également un bref aperçu de la manière dont la crise pourrait aggraver encore les difficultés existant actuellement dans le monde du travail au niveau mondial et expose les domaines appelant une intervention immédiate.

► Population et économie

L'agression de l'Ukraine par la Russie a provoqué une grave crise humanitaire responsable du plus rapide déplacement forcé de population depuis la seconde guerre mondiale. Depuis le 24 février 2022, il y a eu un exode de plus de 5,23 millions de réfugiés¹ qui ont fui les hostilités et rejoint les pays voisins, notamment la Pologne, la Roumanie, la République de Moldova, la Hongrie et la Slovaquie. De nombreux réfugiés – plus de 1,48 million – ont poursuivi leur route vers d'autres pays. Dans le même temps, près de 7,7 millions de personnes se sont déplacées à l'intérieur du pays en raison du conflit (au 17 avril)². On estime que globalement, pas moins de 70 pour cent de la population ukrainienne ont souffert des hostilités³. En outre, 208 000 ressortissants de pays non européens, dont beaucoup de travailleurs migrants et d'étudiants, ont fui l'Ukraine pour les pays voisins⁴.

L'agression a déjà eu de graves répercussions sur l'économie ukrainienne. Les dommages causés à l'infrastructure et la fermeture des commerces ont paralysé l'activité économique dans de nombreuses régions du pays. Les premières estimations semblent indiquer que

50 pour cent des entreprises ont fermé⁵, tandis que des infrastructures, des bâtiments, des routes, des ponts, des hôpitaux, des écoles et d'autres biens matériels, dont le montant total se situe entre 60 milliards⁶ et 100 milliards de dollars des États-Unis⁷, ont été endommagés ou détruits au cours du premier mois de conflit. Le coup d'arrêt porté aux transports maritimes ukrainiens depuis la mer Noire a amputé les exportations de céréales de l'Ukraine de quelque 90 pour cent, et ses exportations totales de moitié.

Compte tenu de la gravité de la situation économique, le PIB de l'Ukraine devrait accuser en 2022 une forte baisse, dont le taux varie selon les estimations. Tandis qu'en mars 2022, le FMI estimait que ce taux se situerait entre 25 et 35 pour cent du PIB en 2022⁸, la Banque mondiale anticipe quant à elle une chute de 45 pour cent du PIB pour 2022⁹. Dans l'hypothèse où la crise se prolongerait et s'intensifierait, 90 pour cent de la population pourraient être confrontés à la pauvreté ou risqueraient de l'être, provoquant ainsi une perte de 18 années de progrès socioéconomiques en Ukraine et un retour aux niveaux de pauvreté enregistrés pour la dernière fois en 2004¹⁰.

¹ HCR, [Ukraine Refugee Situation](#), au 24 avril 2022.

² reliefWeb, [Ukraine Humanitarian Crisis: Topics](#).

³ The Vienna Institute for International Economic Studies (wiiw), [Russia's Invasion of Ukraine: Assessment of the Humanitarian, Economic and Financial Impact in the Short and Medium Term](#), Policy Notes and Reports No. 59, avril 2022.

⁴ UNITED NATIONS IN UKRAINE, Key messages, 6 avril 2022. Les ressortissants de pays européens ont également quitté le pays, mais il n'existe aucune donnée permettant d'en établir le nombre.

⁵ reliefWeb, [The Development Impact of the War in Ukraine: Initial projections](#), 16 mars 2022.

⁶ Reuters, [World Bank estimates Ukraine physical damage at roughly \\$60 billion so far](#), David Lawder and Chris Gallagher, 21 avril 2022.

⁷ Estimations du gouvernement de l'Ukraine citées dans le document du PNUD, [The Development Impact of the War in Ukraine: Initial Projections](#).

⁸ FMI, Ukraine: [Request for Purchase under the Rapid Financing Instrument and Cancellation of Stand-by Arrangement - Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Ukraine](#), mars 2022.

⁹ Banque mondiale, [Europe and Central Asia Economic Update, Spring 2022: War in the Region](#), avril 2022.

¹⁰ PNUD, [La réponse du PNUD: GUERRE EN UKRAINE](#).

► Emploi, revenu et moyens de subsistance

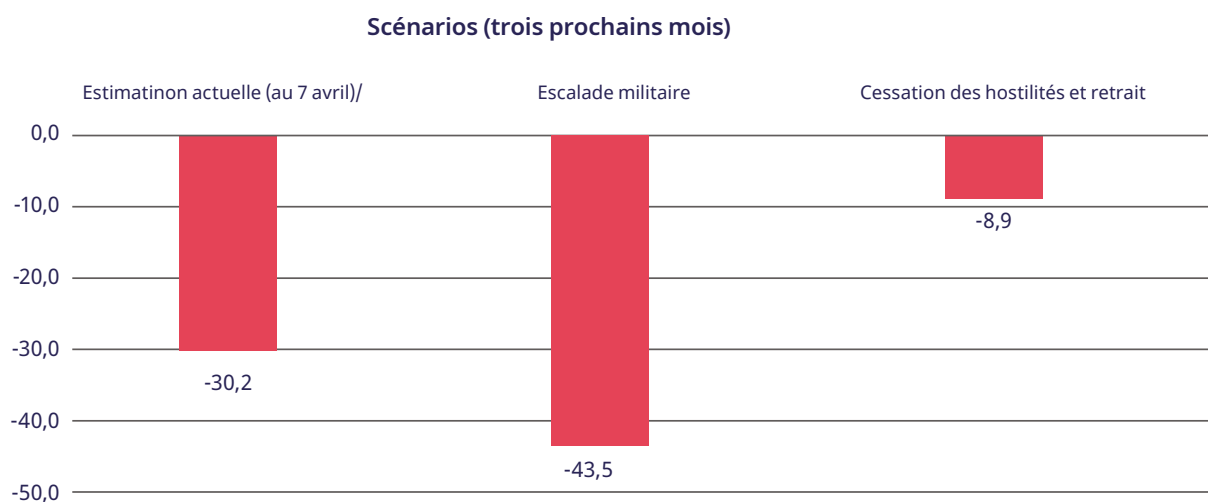
Ukraine

Les bouleversements économiques, couplés à des déplacements internes de grande ampleur et à des flux massifs de réfugiés, engendrent des pertes colossales en termes d'emploi et de revenu. Toutefois, il est extrêmement difficile d'estimer l'ampleur exacte des pertes d'emploi en raison du peu de données disponibles et des conditions très incertaines et fluctuantes qui prévalent en Ukraine. En tirant profit au mieux des données existantes et en se fondant sur les effets de conflits antérieurs sur l'emploi, l'OIT estime que, compte tenu du conflit qui fait rage actuellement en Ukraine, quelque 30 pour cent des emplois, soit 4,8 millions d'emplois, ont été perdus par rapport à la situation d'avant-conflit (figure 1). Dans l'hypothèse où les hostilités cesseraient immédiatement, il pourrait y avoir

une reprise rapide de l'emploi, avec le rétablissement de 3,4 millions d'emplois, ce qui ramènerait le taux de pertes d'emploi à 8,9 au total. A contrario, si l'escalade militaire se poursuivait, le nombre de pertes d'emplois pourraient s'accroître encore, pour atteindre 7 millions, ou 43,5 pour cent (voir annexe technique relative aux données et aux méthodes d'estimation).

Face à ces pertes, le gouvernement de l'Ukraine a jusqu'à présent déployé des efforts considérables pour garantir le fonctionnement du système national de protection sociale, notamment le paiement des prestations, y compris aux personnes déplacées à l'intérieur du pays, en recourant pour cela aux technologies numériques¹¹.

Figure 1. Pertes d'emploi en Ukraine (en %, par rapport à la période d'avant-conflit)



Source: Estimations du BIT (voir annexe)

¹¹ Bozena Sojka, Paul Harvey and Rachel Slater, [Ukraine – Can social protection be sustained and support a humanitarian response?](#), 15 mars 2022.

► Pays voisins

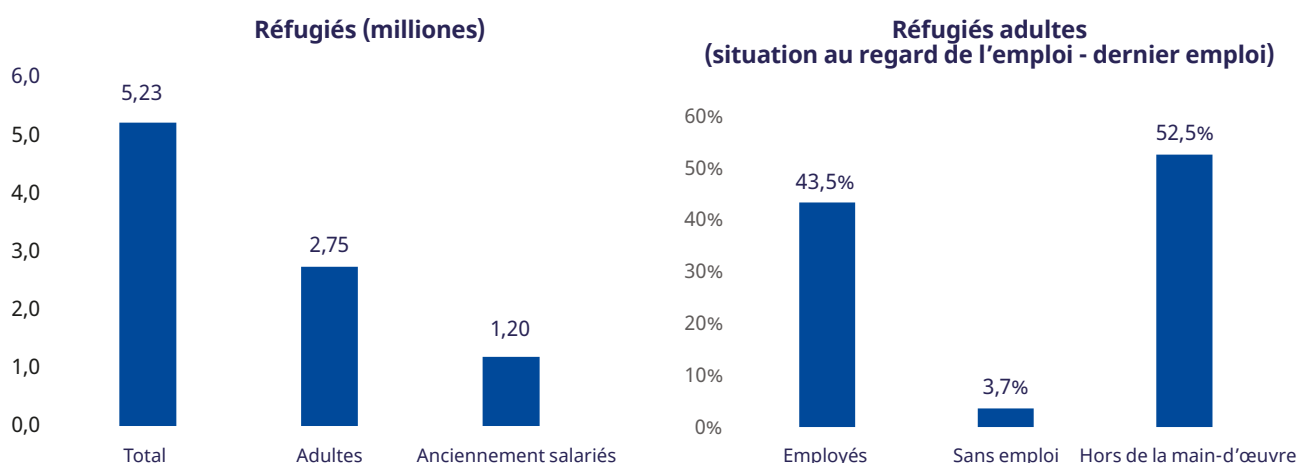
Comme indiqué plus haut, des millions de réfugiés ont gagné les pays voisins. Il existe certes des signes de mobilité de la population et de déplacements massifs vers l'ouest, mais les retours sont peu nombreux. Il y a désormais un fort risque que la crise se prolonge, et l'ONU prévoit que les réfugiés continueront d'affluer au cours des prochains mois. Si l'escalade des hostilités oblige les réfugiés à demeurer dans leur pays d'accueil plus longtemps que prévu, ceux-ci voudront peut-être chercher un emploi dans ces pays.

Outre les Ukrainiens, 208 000 ressortissants de pays non européens ont fui l'Ukraine pour les pays voisins¹²: on compte parmi eux des travailleurs migrants sans papiers, dont le nombre estimé se situerait entre 37 000 et 60 900¹³, et environ 61 000 étudiants qui se sont retrouvés piégés par la crise¹⁴. Un autre groupe dont la situation est préoccupante est celui des apatrides, ou des personnes qui risquent de devenir apatrides, que le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) estimait être au nombre de 35 875

en 2021, et qui comprend des Roms mais aussi les enfants nés dans les régions du Donetsk et de Luhansk ainsi qu'en Crimée, qui n'ont pas d'acte de naissance ukrainien.

La population réfugiée se compose principalement de femmes, d'enfants et de personnes de plus de 60 ans. L'OIT estime qu'environ 2,75 millions de réfugiés sont en âge de travailler. Sur ce nombre, 1,2 million de personnes (43,5 pour cent) travaillaient avant le conflit, mais ont quitté ou perdu leur emploi au cours du conflit (figure 2). Plus de 87 pour cent des réfugiés ayant occupé un emploi avant le conflit travaillaient à temps plein (voir tableau A1 en annexe). Ils étaient en grande majorité (88 pour cent) salariés d'une entreprise, et les 12 pour cent restants travaillaient pour leur propre compte. Deux-tiers d'entre eux ont un niveau d'études élevé (supérieur). Près de la moitié (49 pour cent) occupait un emploi hautement qualifié; seuls 15 pour cent occupaient un emploi peu qualifié.

Figure 2. Réfugiés, par âge et par situation au regard de l'emploi (dernier emploi)



Source: Estimations du BIT (voir annexe)

¹² reliefWeb, [Ukraine: Humanitarian Impact Situation Report](#).

¹³ reliefWeb, [Forced displacement from Ukraine: notes on humanitarian protection and durable solutions](#), 4 mars 2022.

¹⁴ franceinfo: Afrique, [Guerre en Ukraine: le désarroi des étudiants africains réfugiés en France](#), 29 mars 2022.

La Pologne doit relever un immense défi en termes d'intégration au marché du travail, ne serait-ce que du point de vue du nombre de réfugiés: on estime le nombre de réfugiés employés en Ukraine avant le conflit et vivant actuellement en Pologne à 410 000, dont 200 000 sont hautement qualifiés, 146 000 moyennement qualifiés et 64 000 peu qualifiés (figure 3). D'après les estimations, la Roumanie accueillerait 140 000 Ukrainiens ayant perdu leur emploi au cours des hostilités.

Un autre moyen de prendre la mesure des enjeux liés au marché du travail consiste à ajouter le nombre de réfugiés qui travaillaient avant le conflit au nombre de chômeurs d'avant-crise dans les pays d'accueil. De manière purement hypothétique, ajouter le nombre de réfugiés au nombre de chômeurs ferait passer le taux de chômage en Pologne de trois pour cent à 5,3 pour cent. En République de Moldova, le taux de chômage passerait de 2,5 pour cent à 6,9 pour cent. Le taux de chômage en Slovaquie, en Roumanie, en Hongrie et en Tchéquie augmenterait aussi de plus d'un point de pourcentage, tandis que dans tous les autres pays, la variation du taux en fonction du nombre actuel de réfugiés serait inférieure à un point (voir annexe technique sur les données et les méthodes d'estimation).

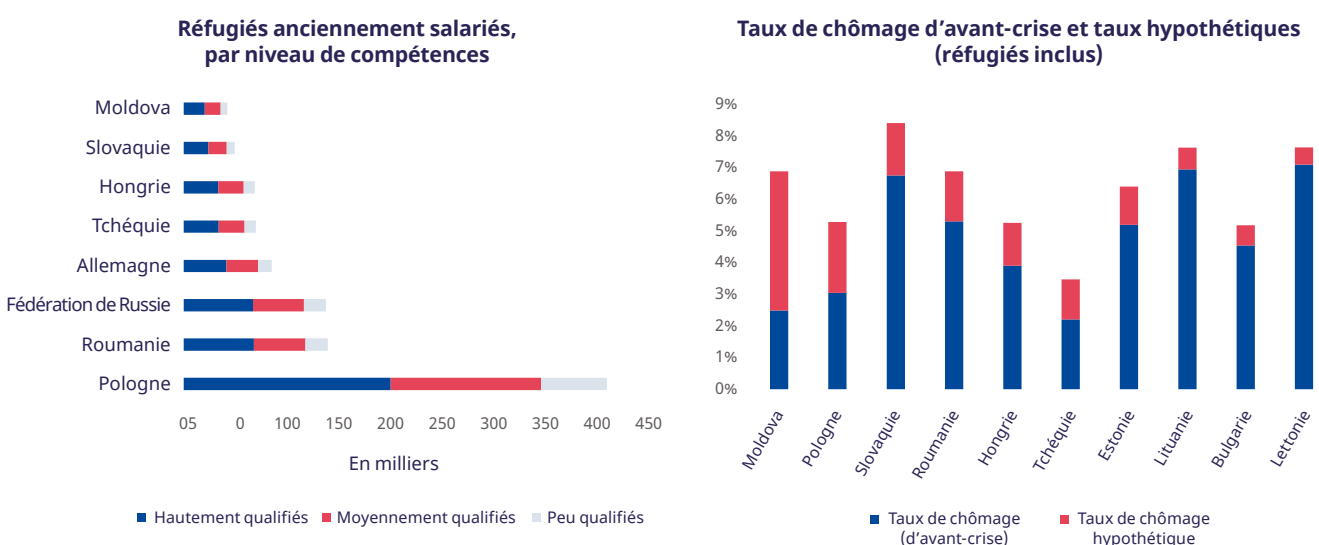
Pour venir en aide aux réfugiés ukrainiens, au 8 avril 2022, 39 pays mettent en œuvre un ensemble de 519 mesures, dont la plupart ont trait à l'éducation, la santé ou l'accès à d'autres services essentiels. Les transferts en espèces ou en nature au titre de la protection sociale constituent

approximativement 30 pour cent de ces mesures. L'Ukraine a conclu des accords bilatéraux de sécurité sociale en vue de la conservation des droits en matière de sécurité sociale (principalement des pensions de vieillesse) avec nombre de pays voisins, dont la Pologne, la Hongrie, la République de Moldova, la Roumanie, l'Estonie, la Lituanie, la Tchéquie et la Slovaquie¹⁵. Au niveau européen, l'octroi du statut de "protection temporaire" aux Ukrainiens ayant fui leur pays à la suite de l'agression menée par la Fédération de Russie a pour objectif de permettre aux personnes déplacées de jouir des mêmes droits dans toute l'Union européenne¹⁶. Ces droits ont trait à la résidence, à l'accès au marché du travail et au logement, à l'assistance médicale et à l'accès à l'éducation pour les enfants.

Asie centrale

Les bouleversements majeurs sur le plan de l'économie et de l'emploi résultant de l'agression menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine ont des répercussions considérables en Asie centrale, en particulier dans les pays dont l'économie est très dépendante des envois de fonds des travailleurs migrants depuis la Fédération de Russie. En 2020, les migrants originaires du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Kirghizistan et du Tadjikistan représentaient respectivement 22 pour cent, 10 pour cent, 5 pour cent et 4 pour cent des 11,6 millions de migrants internationaux (tous âges confondus) vivant en Fédération de Russie. Ces quatre pays se classent tous dans les dix premiers pays d'origine de l'immigration en Fédération de

Figure 3. Ampleur de la crise des réfugiés du point de vue du marché du travail



Source: Estimations du BIT (voir annexe)

¹⁵ Banque mondiale, [Tracking Social Protection Responses in Ukraine and Other Countries](#), Living Paper v.3, 8 avril 2022.

¹⁶ CEPS, [The EU grants temporary protection for people fleeing war in Ukraine: Time to rethink unequal solidarity in EU asylum policy](#), CEPS Policy Insights No. 2022-09/mars 2022.

► Note d'information de l'OIT

Effets de la crise en Ukraine sur le monde du travail : premières évaluations

Russie¹⁷. Nombre de ces migrants rapatrient une grosse partie de leur salaire dans leur pays d'origine. Par exemple, les envois de fonds ont représenté en 2020 31,3 pour cent du PIB du Kirghizistan, et 26,7 pour cent au Tadjikistan. En 2021, les envois de fonds en provenance de la Fédération de Russie ont compté pour 83 et 56 pour cent, respectivement, du montant total des fonds envoyés au Kirghizistan et au Tadjikistan. La Banque mondiale estime qu'en raison du conflit en Ukraine, les envois risquent d'accuser une forte chute en 2022, de 33 pour cent au Kirghizistan et

de 22 pour cent au Tadjikistan, d'après ses estimations¹⁸. Si le conflit et les sanctions contre la Fédération de Russie font que les travailleurs migrants perdent leur emploi en Fédération de Russie et rentrent dans leur pays d'origine, les pertes économiques en Asie centrale en général seront conséquentes. De retour dans leur pays d'origine, ceux-ci risquent de peser sur un marché du travail déjà tendu, sachant que les marchés du travail de ces pays se caractérisent déjà par un taux de chômage élevé, de faibles salaires et des niveaux élevés d'informalité.

► Répercussions au niveau mondial

Venant se surajouter à la crise du COVID-19, qui a eu de profondes répercussions sur les marchés du travail du monde entier, et à une reprise inégale en 2021, l'agression contre l'Ukraine n'est pas seulement dévastatrice pour l'Ukraine: elle a asséné un nouveau coup à l'économie mondiale et ce, de différentes manières. Le cours des produits de base, notamment des produits alimentaires et des combustibles, est monté en flèche, tandis que les chaînes d'approvisionnement sont toujours désorganisées. Le niveau d'incertitude élevé qui en résulte et les effets que celle-ci a sur la confiance des investisseurs et des consommateurs vont freiner encore la demande globale dans le cadre de la reprise après la crise du COVID-19.

La hausse du cours des produits alimentaires et de l'énergie au niveau mondial déjà observée en 2021 s'est encore accélérée depuis le début de l'agression menée par la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Des simulations récentes semblent indiquer que l'inflation pourrait s'accroître de près de 2,5 points de pourcentage au niveau mondial à l'issue de la première année complète de conflit¹⁹. La hausse des taux d'inflation aura des effets néfastes sur les revenus et la pauvreté, en particulier pour les pauvres pour qui le salaire est la principale source de revenu.

Les répercussions sur le cours des produits alimentaires témoignent de la place centrale qu'occupent la Fédération de Russie et l'Ukraine en tant que producteurs de denrées agricoles essentielles, en particulier dans le secteur

céréaliier. Au cours de la période allant de 2016/2017 à 2020/21, ces deux pays ont compté respectivement pour 19, 14 et 4 pour cent de la production mondiale moyenne d'orge, de blé et de maïs, et pour un peu plus de la moitié de la production mondiale d'huile de tournesol²⁰. Poussé à la hausse par l'augmentation du cours des céréales et des huiles végétales, l'Indice FAO des prix des produits alimentaires s'est monté en moyenne à 159,3 points en mars 2022, soit 17,9 points (ou 12,6 pour cent) de plus qu'en février 2022, ce qui représente le niveau le plus élevé jamais atteint par cet indice depuis son instauration en 1990²¹, et une hausse conséquente de 34 pour cent par rapport à la même période l'an dernier.

Certains pays doivent faire face non seulement à une hausse des prix, mais aussi à de véritables pénuries, en particulier de céréales, du fait qu'ils sont très dépendants des importations en provenance de la Russie et de l'Ukraine (comme c'est le cas de l'Égypte, du Pakistan et de certains pays du sud du Caucase), ce qui, par ricochet, peut contribuer à désorganiser les chaînes d'approvisionnement locales. Dans l'hypothèse où le conflit se poursuivrait au-delà du mois d'avril, le Programme alimentaire mondial estime que 47 millions de personnes supplémentaires seraient exposées au risque de famine aiguë en 2022, et viendraient s'ajouter aux 267 millions de personnes constituant le niveau actuel²². En outre, l'onde de choc risque d'arriver par vagues successives, la première étant due au fait que les produits expédiés ne sont pas livrés

¹⁷ Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division Population, [International Migrant Stock 2020](#).

¹⁸ Alliance mondiale pour le savoir sur les migrations et le développement-Banque mondiale, [Russia-Ukraine Conflict: Implications for Remittance flows to Ukraine and Central Asia](#), Policy Brief 17, 4 mars 2022.

¹⁹ OCDE, [Guerre en Ukraine: Conséquences économiques et sociales et implications pour les politiques publiques. Perspectives économiques de l'OCDE, Rapport intermédiaire](#), mars 2022.

²⁰ FAO, [The importance of Ukraine and the Russian Federation for global agricultural markets and the risks associated with the current conflict](#), Information Note, 25 March 2022 update.

²¹ FAO, Situation alimentaire mondiale, [Indice FAO des prix des produits alimentaires](#).

²² Programme alimentaire mondial (PAM), [Projected increase in acute food insecurity due to war in Ukraine](#), avril 2022.

► Note d'information de l'OIT

Effets de la crise en Ukraine sur le monde du travail : premières évaluations

actuellement, et la seconde à la possibilité que les récoltes soient perdues en Ukraine, ce qui prolongerait les effets des hostilités sur l'économie au-delà de la fin du conflit.

Couplé à la désorganisation qui caractérise toujours les chaînes d'approvisionnement mondiales, ce nouveau pic d'inflation risque de ralentir la création d'emplois et de tirer les salaires réels à la baisse, et de mettre à rude épreuve les systèmes de protection sociale. Dans de nombreux pays à revenu élevé, où l'on a pu observer les signes d'une reprise plus forte du marché du travail, les retombées de la crise en Ukraine pourraient aggraver la situation du marché du travail et compromettre certains des acquis. La situation pourrait être particulièrement difficile dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, qui sont nombreux à ne pas être encore parvenus à pleinement se redresser de la crise du COVID-19. Les dernières estimations de croissance du PIB indiquent que les pays émergents et les pays en développement enregistreront une croissance de 3,8 pour cent seulement en 2022, contre 6,8 pour cent l'année précédente²³. Au-delà de ces tendances globales,

les répercussions sur l'économie et le marché du travail de ces pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire seront inégales, selon que ceux-ci sont des pays importateurs ou exportateurs de produits de base. Dans les pays en développement dépendants des importations de produits alimentaires et de combustibles, le choc des cours et les chocs commerciaux auront des conséquences négatives sur la croissance, l'emploi et la pauvreté, tandis que dans les pays exportateurs, les profits résultant de la hausse du cours des produits de base dépendront de la répartition qui sera faite des gains liés au commerce. Dans le groupe des pays exportateurs, les pauvres, en particulier dans les zones urbaines, risquent toujours de souffrir en cas de baisse de leurs revenus réels. Dans le même temps, le niveau élevé d'incertitude et le durcissement de la politique budgétaire dans les économies avancées peut avoir des effets néfastes sur les flux financiers en direction des pays en développement, qui sont déjà fragilisés par le taux élevé d'endettement et la marge de manœuvre budgétaire limitée.

► Domaines appelant une intervention immédiate

Les diverses répercussions décrites ci-dessus poseront de multiples problèmes à moyen et long terme et appellent des interventions distinctes :

- En raison du bouleversement de l'activité économique dans le pays, les besoins les plus urgents sont des **besoins humanitaires**, notamment de nourriture, d'hébergements, de soins de santé et d'accès aux transferts en espèces ou en nature pour les personnes déplacées et celles qui sont restées sur place mais n'ont plus de revenu.
- Un appui immédiat et massif de la part des **mandats de l'OIT** est indispensable. Malgré la complexité de la situation, les partenaires sociaux en Ukraine apportent une aide humanitaire directe aux populations touchées par le conflit. Dans plusieurs régions, les syndicats ukrainiens mettent par exemple à la disposition des personnes déplacées des hébergements et leur fournissent des services d'appui. Pour distribuer l'aide de la manière la plus efficace qui soit, les partenaires

sociaux pourraient faire usage de leurs réseaux professionnels et de leurs infrastructures matérielles de manière structurée pour subvenir aux besoins des travailleurs et des entreprises déplacés cherchant à se relocaliser dans des régions plus sûres. Au-delà de l'aide humanitaire et de l'aide à la relocalisation, les employeurs et les travailleurs peuvent, par l'intermédiaire de leurs organisations respectives, jouer un rôle fondamental en favorisant la poursuite des opérations lorsque cela est possible. Les efforts individuels et collectifs des partenaires sociaux peuvent contribuer au rétablissement de la cohésion et, à moyen terme, favoriser la stabilité et le développement économique, social et politique sans laissés pour compte²⁴. Il est indispensable de mobiliser une aide mondiale à l'appui de ces efforts.

- Dans les régions d'**Ukraine moins touchées par le conflit**, une **aide à l'emploi ciblée** s'inspirant du programme gouvernemental actuel de relocalisation des travailleurs et des entreprises peut être allouée²⁵.

²³ FMI, World Economic Outlook, April 2022: War sets back the global recovery, avril 2022.

²⁴ BIT, *Gestion des conflits et catastrophes: Examen de collaboration entre organisations d'employeurs et de travailleurs*, 2020.

²⁵ Ministère ukrainien de l'économie, *Enterprise Relocation Programme*. Les entreprises qui ont été sélectionnées pour être relocalisées dans l'une des neuf régions (régions de Zakarpattia, Ivano-Frankivsk, Lviv, Ternopil, Khmelnytsky, Chernivtsi, Vinnytsia, Volyn et Rivne) bénéficient d'un ensemble de services d'appui, dont des services logistiques et des services d'approvisionnement en matières premières dispensés par le gouvernement de l'Ukraine. Mi-mars, plus de 300 entreprises avaient été relocalisées par l'intermédiaire de ce programme.

► **Note d'information de l'OIT**

Effets de la crise en Ukraine sur le monde du travail:
premières évaluations

Tandis qu'à ce stade, les entreprises relocalisées s'emploient avant tout à fournir des produits de base et des services « essentiels » visant à satisfaire les besoins humanitaires, travailleurs et entreprises peuvent tirer parti des nouvelles possibilités qui s'offrent à eux dans ces régions du pays, où l'activité économique, relocalisée, pourrait reprendre avant même la fin officielle du conflit. Les partenariats locaux en matière d'emploi appuyés par l'OIT peuvent aider à créer des emplois répondant à des besoins précis au niveau local et allient des interventions axées sur les travailleurs (programmes en faveur de la mobilisation, de la mobilité et du recyclage professionnel permettant aux travailleurs de rejoindre des secteurs et des zones géographiques prioritaires où ils peuvent contribuer à remédier à la pénurie de compétences et de main d'œuvre) et des interventions axées sur les entreprises. À cet égard, il est également important de garantir la continuité de l'enseignement, y compris de l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP)²⁶. La mise en place de programmes de création d'emplois au niveau local (par exemple de programmes d'investissement à haute intensité de main-d'œuvre et de travaux publics) financés par des fonds nationaux et internationaux pourrait aussi être envisagée.

► **Les réfugiés et les migrants** qui ont fui l'Ukraine et les **autres personnes déplacées de force** ont besoin d'aide à court et à moyen terme, notamment pour accéder au marché du travail et à la protection sociale ainsi qu'il est demandé dans les Principes directeurs tripartites de l'OIT 2016 sur l'accès des réfugiés et autres personnes déplacées de force sur le marché du travail et dans la recommandation no 205 (voir encadré no 1). Cette aide peut se matérialiser dans cinq grands domaines d'action, notamment en :

- **Offrant aux réfugiés et aux personnes déplacées une protection sociale**, y compris sous la forme de transferts monétaires, afin de garantir la sécurité du revenu ainsi que l'accès à une protection en matière de santé.
 - **Permettant d'échanger des devises ukrainiennes en devises du pays d'accueil**: certaines des banques centrales des pays voisins de l'Ukraine ont prolongé les contrats d'échange entre banques (swap) à un taux de change fixe.
 - **Garantissant l'accès aux services d'accueil pour les enfants et à la scolarisation** afin de réduire au minimum les pertes en ressources humaines à long terme et de permettre aux parents d'accéder au marché du travail dans les pays d'accueil.
 - **Permettant aux réfugiés, aux migrants et aux autres personnes déplacées de force d'intégrer le marché du travail officiel**, en réduisant au minimum les obstacles juridiques et en facilitant la reconnaissance des acquis, de l'expérience professionnelle et des diplômes.
 - **Fournissant une aide à la recherche d'emploi** par l'intermédiaire des services publics de l'emploi des pays d'accueil, qui peuvent jouer un rôle fondamental en répertoriant les compétences des réfugiés et en les faisant coïncider avec les besoins du marché du travail du pays d'accueil ainsi qu'en facilitant la recherche d'emploi des réfugiés.
- **Un appui doit être apporté au système de protection sociale ukrainien**, par les partenaires internationaux notamment, pour que les prestations puissent continuer à être versées aux (anciens et nouveaux) bénéficiaires, moyennant notamment de nouveaux envois de fonds. Au-delà de l'aide financière, il est indispensable de tenir compte du système national de protection sociale pour prévoir les interventions humanitaires. Une aide devrait aussi être apportée pour que les personnes déplacées continuent d'exercer leurs droits dans les pays d'accueil et, à moyen terme, cette aide pourrait se transformer en une aide au retour et à la reprise des prestations de sécurité sociale en Ukraine (dans le cas des retraités, tout particulièrement).
- **Il convient de jeter les bases d'une stratégie de reconstruction post-conflit**, qui tienne compte 1) de la reconstruction de l'infrastructure (y compris par la mise en place de programmes d'investissement à haute intensité de main-d'œuvre) et du capital humain; 2) des problèmes structurels que connaissait le marché du travail ukrainien avant le début des hostilités et qui peuvent être réglés moyennant la création d'emplois décents et productifs; et 3) de l'évaluation du système de protection sociale, assortie du calcul des coûts des formes les plus adaptées de

²⁶ Au 29 avril, 1 556 établissements d'enseignement ont été endommagés par les bombardements et les pilonnages, et 102 d'entre eux ont été entièrement détruits. Les bâtiments de six établissements d'enseignement et de formation professionnels (EFP) ont été détruits, et 86 endommagés. Le coût estimé des dommages s'élève à environ 10 à 12 millions d'euros par établissement. Dans 18 (des 24) oblasts de l'Ukraine, l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) se déroule intégralement à distance. Dans 7 oblasts, cet enseignement a partiellement repris en présentiel. Source: [Ministry of Education and Science of Ukraine](#). Overview of the current state of education and science in Ukraine in terms of Russian aggression, avril 2022

► **Note d'information de l'OIT**

Effets de la crise en Ukraine sur le monde du travail:
premières évaluations

protection sociale, celle-ci devant être renforcée aux fins de la reconstruction du pays.

- **La solidarité internationale** est indispensable pour l'Ukraine et les pays voisins. L'ONU et d'autres organismes internationaux de secours ont déjà mis en place des mécanismes destinés à garantir que les destinataires bénéficient bien de la solidarité internationale. Au-delà de l'aide à l'Ukraine et aux réfugiés ukrainiens, la solidarité mondiale est également vitale pour les économies en développement, qui devront pouvoir compter sur une aide financière supplémentaire de la part des pays à revenu élevé pour parvenir à absorber le choc économique et commercial provoqué par le conflit. Dans les pays en développement

touchés par ces ondes de choc, les micro, petites et moyennes entreprises et les travailleurs, en particulier ceux employés dans l'économie informelle, auront besoin d'aide pour faire face aux effets de l'inflation et de la désorganisation des chaînes d'approvisionnement.

- **L'OIT** fournit une **aide d'urgence** qui prend la forme d'hébergements pour les réfugiés, de campagnes de prévention de la traite des personnes, de la distribution de nourriture et d'eau potable aux personnes vivant dans certaines des villes touchées par le conflit et de cours de recyclage à l'intention des inspecteurs du travail chargés de dispenser les premiers secours psychologiques aux travailleurs.

Encadré 1. Cadres stratégiques de l'OIT

- **La recommandation (n° 205) sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience, 2017 de l'OIT²⁷** constitue un cadre normatif international qui fournit des orientations sur la manière de traiter les questions relatives au monde du travail en temps de crise. Les mesures prises pour que le travail décent ait toute sa place dans la réponse apportée au conflit en Ukraine devraient s'inscrire dans une approche par étapes multidimensionnelle qui tienne compte de la différenciation spatiale du conflit tout en mettant l'accent sur la promotion du travail décent, l'accès et l'intégration au marché du travail, le développement des capacités et le renforcement des institutions.
- **Les Principes directeurs de l'OIT sur l'accès au marché du travail des réfugiés et autres personnes déplacées de force** sont un ensemble de principes directeurs volontaires et non contraignants ancrés dans les normes internationales du travail et les instruments universels relatifs aux droits de l'homme qui fournissent des orientations pratiques sur l'application de mesures stratégiques pour améliorer l'accès au marché du travail et aux

systèmes de protection sociale nationaux des réfugiés et autres personnes déplacées de force. Ils ont pour objet de permettre un « partage plus équitable des responsabilités » avec les pays concernés, et d'aider les États à envisager d'ouvrir l'accès de ces populations à leur marché du travail, et de créer des emplois décents et productifs, tout en tenant compte des besoins et des attentes de leurs propres ressortissants²⁸.

- **Les Principes généraux et directives opérationnelles concernant le recrutement équitable de l'OIT** fournissent quant à eux des orientations relatives à la prévention de l'exploitation et des abus, y compris du risque de traite des personnes, ainsi qu'à l'aide à apporter à la fois aux réfugiés et aux populations nationales concernées pour leur permettre de s'intégrer au marché du travail²⁹. Pour anticiper les effets du départ d'un grand nombre de migrants quittant l'Ukraine et la Fédération de Russie pour rentrer dans les pays voisins, l'OIT peut fournir des orientations sur la réintégration au marché du travail des migrants rentrés dans leur pays d'origine et une aide à cet égard.

²⁷ BIT, *Employment and Decent Work for Peace and Resilience, Resource page on Recommendation No. 205*.

²⁸ BIT, *Principes directeurs: Accès au marché du travail des réfugiés et autres personnes déplacées de force*, 28 novembre 2016; et vidéo, *Principes directeurs: Accès au marché du travail des réfugiés et autres personnes déplacées de force*.

²⁹ Se référer en particulier aux principes 12 et 12.1 des *Principes généraux et directives opérationnelles concernant le recrutement équitable de l'OIT*, 2019.

► Annexe statistique

A1. Estimation des caractéristiques du marché du travail de la population ukrainienne réfugiée

Situation au regard de l'emploi	Répartition (%)	Travail à temps plein ou à temps partiel	Répartition (%)
Employés	43.5	Temps-plein (>35 heures/semaine)	87.4
Sans emploi	3.7	Temps partiel <35 heures/semaine)	7.7
Hors de la main-d'œuvre	52.8	Autres	4.8
Total	100.0	Total	100.0

Profession (niveau de compétences) – Emploi principal	Répartition (%)	Niveau d'éducation (niveau agrégé)	Répartition (%)
Niveau de compétences 1 (faible)	15.5	Élémentaire	15.3
Niveau de compétences 2 (moyen)	35.5	Secondaire	18.5
Niveaux de compétences 3 et 4 (élevé)	49.0	Supérieur	66.2
Total	100.0	Total	100.0

Profession (ISCO-08) – Emploi principal	Répartition (%)	Situation dans la profession – Emploi principal	Répartition (%)
Cadres	8.3	Salariés	88.3
Professions intellectuelles et scientifiques	25.2	Travailleurs indépendants	11.7
Professions intermédiaires	15.5	Total	100.0
Employés de type administratif	5.7		
Personnel des services et vendeurs	21.7		
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche	0.6		
Artisans et ouvriers des métiers de type artisanal	4.3		
Conducteurs d'installations et de machines et ouvriers de l'assemblage	3.2		
Ouvriers et employés non qualifiés	15.5		
Total	100.0		

Note 1: Tous les indicateurs, à l'exception de la situation au regard de l'emploi, sont relatifs aux emplois antérieurs des réfugiés.

Note 2: Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne concordent pas.

Source: Estimations du BIT (voir annexe technique)

► **Annexe technique: données et méthodes d'estimation**

Toutes les informations relatives aux données et aux méthodes d'estimation peuvent être consultées sur la page web de l'OIT à l'adresse suivante:

https://www.ilo.org/europe/publications/WCMS_844294/lang--en/index.htm